

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

L'ADIE a pour but de promouvoir directement ou indirectement le droit à l'initiative économique des catégories de population les plus défavorisées porteurs de projets de création ou de développement d'activité économique et d'accès ou de retour à l'emploi, en les plaçant dans des conditions leur permettant d'exercer ce droit par l'octroi de toute forme de concours et appuis en particulier techniques et/ou financiers adaptés à leur situation et à leurs besoins.

Ainsi, dans le cadre de ses missions, l'ADIE :

- Finance les micro-entrepreneurs qui n'ont pas accès au crédit bancaire, et plus particulièrement les chômeurs et les allocataires des minimas sociaux, à travers le microcrédit,
- Accompagne les micro-entrepreneurs avant, pendant et après la création de leur entreprise pour assurer la pérennité de leur activité,
- Contribue à l'amélioration de l'environnement institutionnel du microcrédit et de la création d'entreprise.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2024.

ARTICLE 2: DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2024 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau...)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

-Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;

-Se doter des assurances visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : BUDGET PREVISIONNEL DE L'ASSOCIATION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'association :

- L'annexe I à la présente convention précise :

-Le budget prévisionnel global de l'association, objet de l'article 1^{er}, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc. ;

- L'annexe II à la présente convention précise :

-Les contributions non financières allouées par la Métropole dont l'association dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1^{er} (mise à disposition de locaux, de matériel, etc.).

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) du fonctionnement, objet de la présente convention, est d'un montant de 66 453 246 euros

4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :

La participation de la Métropole est d'un montant de **87 000 euros** et représente **0,1%** du budget prévisionnel global de l'association (*hors contributions volontaires*).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son utilisation conforme à l'objet de l'article 1.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole du bon déroulement de son fonctionnement défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

5.4 Renouvellement :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR

6.1 Obligations comptables :

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;
- Conformément à l'article L. 612-4 du Code du commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :
 - l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
 - l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;
- Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT.
La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;
- En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

6.2 Justificatifs à fournir par l'association :

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes** prévus par l'article L. 612-4 du Code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel, le cas échéant ;
- **Le rapport d'activité de l'année écoulée comprenant des données quantitatives ventilées par Conseils de Territoires**
- **Le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

6.3 Autres engagements :

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 31 rue Jean-François LECA 13235 MARSEILLE cedex 02.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

**Pour L'Association pour le Droit à
l'Initiative Economique (ADIE)**

Pour la Métropole

Le Président
Monsieur Frédéric LAVENIR

La Présidente
Madame Martine VASSAL

DEPENSES		RECETTES	
60 - ACHATS	1 518 963,00 €	70 - VENTE DE PRODUITS FINIS, DE MARCHANDISES, PRESTATIONS DE SERVICES	133 333,00 €
Achats stockés (matières premières, autres appro)	0,00 €	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	133 333,00 €
Achats de matériel, équipements et travaux	689 010,00 €	73 - DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	0,00 €
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures administratives)	0,00 €	Dotations et produits de tarification	0,00 €
Achats de marchandises	0,00 €	74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	38 375 484,00 €
Autres achats	829 953,00 €	Etat (Précisez le ministère sollicité)	3 460 615,00 €
61 - SERVICES EXTÉRIEURS	6 192 043,00 €	Etat (Précisez le ministère sollicité)	0,00 €
Sous traitance générale	0,00 €	Etat (Précisez le ministère sollicité)	0,00 €
Redevances de crédit-bail	0,00 €	Etat (Précisez le ministère sollicité)	0,00 €
Locations mobilières et immobilières	4 262 546,00 €	Région(s): <i>Ensemble des régions françaises qui soutiennent l'action de l'Adie au plan national, y compris la Région Sud.</i>	5 141 287,00 €
Charges locatives et de copropriété	0,00 €	Département(s): <i>Ensemble des départements français qui soutiennent l'action de l'Adie au plan national, y compris le département des Bouches-du-Rhône.</i>	2 050 054,00 €
Entretien et réparation	1 640 454,00 €	Communes: <i>Ensemble des communes, communautés de communes, agglomérations et métropoles françaises qui soutiennent l'action de l'Adie au plan national.</i>	2 810 928,00 €
Primes d'assurance	102 623,00 €	Organismes sociaux	0,00 €
Divers (études/ recherches, documentation, colloques ...)	186 420,00 €	Fonds européens	6 766 399,00 €
62 - AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	9 645 353,00 €	L'agence de services et de paiement	0,00 €
Personnel extérieur	0,00 €	Autres établissements publics	14 257 392,00 €
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	4 483 903,00 €	Aides privées	3 888 809,00 €
Publicité, information et publications	1 110 804,00 €	EPCI (autres que Métropole Aix Marseille Provence)	0,00 €
Transports de biens et transports collectifs du personnel	0,00 €	SUBVENTION D'EXPLOITATION : MÉTROPOLE AIX MARSEILLE	100 000,00 €
Déplacement, missions et réceptions	1 733 674,00 €	Métropole Aix Marseille Provence	100 000,00 €
Frais postaux et de télécommunications	806 972,00 €	75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (DONT COTISATIONS)	0,00 €
Autres (travaux exécutés à l'extérieur, etc...)	1 510 000,00 €	Autres produits de gestion courante	0,00 €
63 - IMPÔTS ET TAXES	125 661,00 €	Dont cotisations	0,00 €
Impôts et taxes sur rémunération	0,00 €	76- PRODUITS FINANCIERS	27 624 707,00 €
Autres impôts et taxes	125 661,00 €	Produits financiers	27 624 707,00 €
64 - CHARGES DE PERSONNEL	42 726 806,00 €	77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00 €
Rémunération du personnel	27 896 224,00 €	Produits exceptionnels	0,00 €
Charges sociales	13 071 384,00 €	78 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	219 722,00 €
Autres charges de personnel	1 759 198,00 €	Reprises sur amortissements et provisions	219 722,00 €
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00 €	79 - TRANSFERT DE CHARGES	0,00 €
Autres charges de gestion courante	0,00 €	Transfert de charges	0,00 €
66 - CHARGES FINANCIÈRES	5 700 000,00 €	87 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	
Charges financières	5 700 000,00 €	Bénévolat	0,00 €
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00 €	Prestation en nature	0,00 €
Charges exceptionnelles	0,00 €	Dons en nature	0,00 €
68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	544 420,00 €	TOTAL RECETTES	66 453 246,00 €
Dotation aux amortissements, provisions et engagements	544 420,00 €		
69 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	0,00 €		
Impôts sur les bénéfices	0,00 €		
86- EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRE EN NATURE			
Secours en nature	0,00 €		
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0,00 €		
Personnel bénévole	0,00 €		
TOTAL DEPENSES	66 453 246,00 €		

ANNEXE II - A LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Nom de l'Association : L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE)

CONTRIBUTIONS NON FINANCIERES (mise à disposition de personnel, de local, de matériel, etc.) :

Type de contributions non financières
Istres Au sein du Pôle intercommunal pour l'Emploi / MDE Ouest-Provence : mise à disposition d'un bureau (un lundi sur deux toute la journée) et d'une salle de réunion sur en fonction de leur programmation.
Aubagne Au sein de la Boussole : mise à disposition d'un bureau (les mardi après-midi) Au sein de la Ferme Napollon : mise à disposition d'un bureau (les vendredis matins ou après-midi selon les semaines).